

Ville de

Montpellier



Secrétariat général  
Service de l'Assemblée

# **Recueil des Actes Administratifs**

## **TOME 3/3**

### **Octobre 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Comté de Nice

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de reprise de chaussée à la demande de la voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **03 novembre 2011** inclus, l'Avenue du Comté de Nice dans sa partie comprise entre la Rue des Baléares et la Rue Jean Cavaillès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

**Article 4 :**

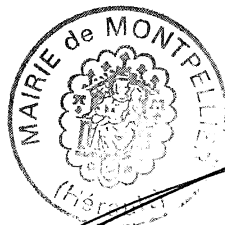
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**20 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Métairie de l'Oiseau

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6312 du 07 octobre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT le report dans la programmation du chantier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

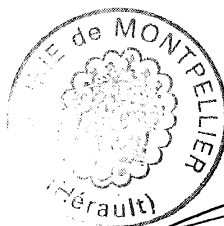
À compter du 22 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6312 du 07 octobre 2011 sont prorogées jusqu'au 04 novembre 2011 inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 Octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**19 OCT. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation alternée Route de Lodève

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **19 octobre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre la Limite de commune et la Rue Peter Benenson, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

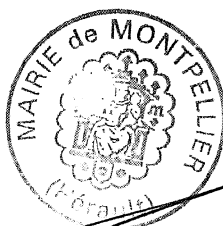
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**19 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Favre de Saint Castor

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **21 octobre 2011**, la Rue Favre de Saint Castor dans sa partie comprise entre Rond-Point de Stalingrad et Rond-point Antonin Artaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**20 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Industrie

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur réseau à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la Rue de l'Industrie dans sa partie comprise entre la Rue du Mas Saint Pierre et l'Avenue du Marché Gare est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par **piquet K10** ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 20 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Pont Trinquat

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseau à la demande de ERDF ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **26 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et la Rue de Saint Hilaire.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Chemin de Moularès, emprunte :

- la Rue de Centrayrargues
- et se termine sur la Rue de Saint Hilaire.

#### **Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF.

**Article 5 :**

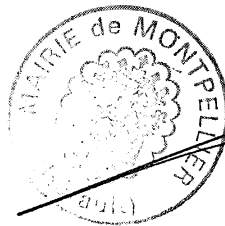
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Pompignane

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de Véolia ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **02 novembre 2011** inclus, l'Avenue de la Pompignane dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue de Salaison et le Pont Raymond Chauliac est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;  
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

**Article 4 :**

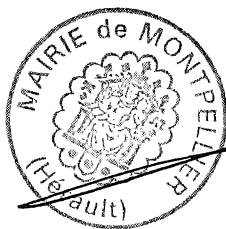
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

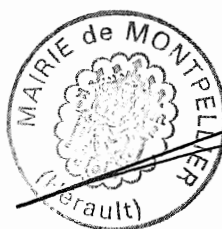
**Publié le : 19 OCT. 2011**

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**20 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6441

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Zone artistique temporaire Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une Z.A.T. à la demande de la D.P.C. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **11 novembre 2011** et jusqu'au **13 novembre 2011** inclus, Avenue du Professeur Etienne Antonelli dans sa partie comprise entre le Chemin de Moularès et l'Avenue du Pirée, Pont Zuccarelli et Avenue Marie de Montpellier, la circulation est interdite.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

À compter du **11 novembre 2011** et jusqu'au **13 novembre 2011** inclus, Rue Messidor dans sa partie comprise entre la Rue Fructidor et l'Avenue Marie de Montpellier, la circulation est interdite.

**Article 3 :**

À compter du **11 novembre 2011** et jusqu'au **13 novembre 2011** inclus, Rue Vendémiaire dans sa partie comprise entre la Rue Brumaire et l'Avenue Marie de Montpellier, la circulation est interdite.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge des organisateurs de la manifestation.

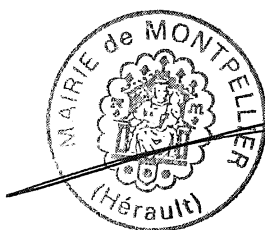
**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 octobre 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 25 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6433

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade Charles de Gaulle

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **10 novembre 2011 à 12h00** et jusqu'au **11 novembre 2011 à 03h00** inclus, Esplanade Charles de Gaulle dans sa partie comprise entre la salle Bagouet et l'office de tourisme, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 4 :**

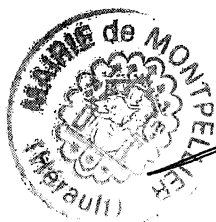
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6434

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Albert 1er

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **12 novembre 2011 à 08h00** inclus, Place Albert 1er, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 4 :**

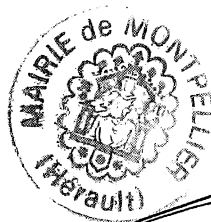
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6435

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Albert 1er

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, Place Albert 1er, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

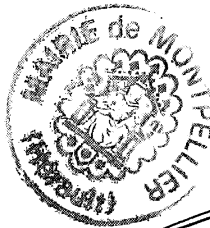
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Colonel Marchand

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réaménagement de la rue du Faubourg Boutonnet à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la Rue du Colonel Marchand dans sa partie comprise entre la Rue Monteil et la Rue du Faubourg Boutonnet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF

**Article 4 :**

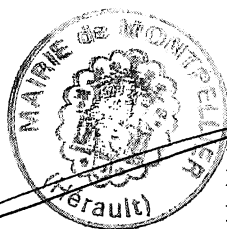
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Henri Guinier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de déménagement à la demande de Madame LANAUD PROISL ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **25 octobre 2011**, Rue Henri Guinier côté impair au n° 1 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 7h à 18h**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Bercy

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation d'un appartement à la demande de M. Eric LECOMTE ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **25 octobre 2011**, Rue de Bercy côté pair entre le numéro 2 et le numéro 6. sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

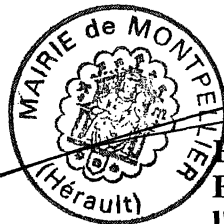
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6430

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Bercy

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de rénovation d'un appartement à la demande de M. Eric LECOMTE ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **31 octobre 2011**, Rue de Bercy côté pair entre le numéro 2 et le numéro 6. sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

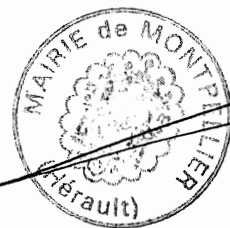
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6431

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Impasse du Jeu de Ballon

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du déménagement de la mairie à la demande de I TECH TRANSFERT ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **04 novembre 2011 de 14h à 22h**, Impasse du Jeu de Ballon, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de I TECH TRANSFERT

**Article 4 :**

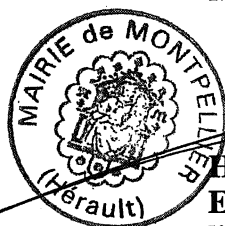
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Bernard de Trévières

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de ravalement de façade à la demande de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **23 décembre 2011** inclus, Rue Bernard de Trévières côté pair entre le n°4 et le n°8, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Bec et First environnement.

**Article 4 :**

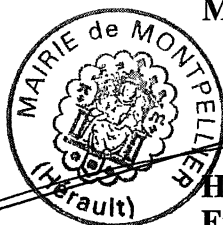
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6337

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Parvis de la Légion d'Honneur

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **06 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **08 novembre 2011 à 06h00** inclus, Parvis de la Légion d'Honneur, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"



**Article 4 :**

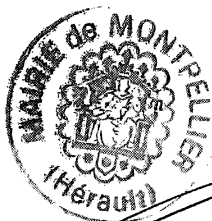
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6338

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade Charles de Gaulle

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 06 novembre 2011 à 15h00 et jusqu'au 08 novembre 2011 à 06h00 inclus, Esplanade Charles de Gaulle dans sa partie comprise entre la salle Bagouet et l'Office de tourisme, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Sarraill

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **10 novembre 2011 à 12h00** et jusqu'au **11 novembre 2011 à 03h00** inclus, le Boulevard Sarraill dans sa partie comprise entre la Rue des Augustins et le Passage Bruyas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **le temps du tournage du film.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

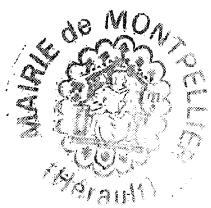
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Clos René, Rue Joffre et Rue de Verdun

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **06 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **08 novembre 2011 à 06h00** inclus, la Rue de Verdun est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;  
Cette disposition est applicable **le temps du tournage du film.**
- Le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **06 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **08 novembre 2011 à 06h00** inclus, Rue Joffre, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **06 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **08 novembre 2011 à 06h00** inclus, Rue du Clos René, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 octobre 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le :

25 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Villefranche

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **12 novembre 2011 à 08h00** inclus, la Rue de Villefranche dans sa partie comprise entre le Boulevard Louis Blanc et le Quai du Verdanson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Boulevard Louis Blanc et Boulevard Pasteur

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du 07 novembre 2011 à 16h00 et jusqu'au 12 novembre 2011 à 08h00 inclus, Boulevard Louis Blanc, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du 07 novembre 2011 à 16h00 et jusqu'au 12 novembre 2011 à 08h00 inclus, Boulevard Pasteur, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **07 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **12 novembre 2011 à 08h00** inclus, Boulevard Louis Blanc, devant l'AGORA, le stationnement est autorisé pour les véhicules de la production "FIRSTSTEP".

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX .**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6348

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Providence

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **12 novembre 2011 à 08h00** inclus, Rue de la Providence dans sa partie comprise entre la Rue de l'Arc des Mourgues et le Boulevard Pasteur, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Ecoles Laïques

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **12 novembre 2011 à 08h00** inclus, la circulation est interdite Rue des Ecoles Laïques dans sa partie comprise entre l'Impasse de la Petite Corraterie et le Boulevard Louis Blanc

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Ecoles Laïques, emprunte :

- la Rue Sainte Ursule
- la Rue de l'Arc des Mourgues
- la Rue de la Providence

et se termine sur le Boulevard Pasteur.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6358

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Henri IV

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 14 novembre 2011 à 16h00 et jusqu'au 16 novembre 2011 à 08h00 inclus, Boulevard Henri IV, le stationnement est interdit.  
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"



**Article 4 :**

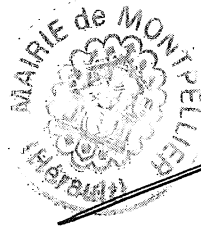
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6357

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Henri IV

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **12 novembre 2011 à 08h00** inclus, Boulevard Henri IV, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

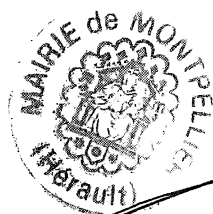
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Place Saint Roch

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la fête de la lumière organisé par le Comité de quartier Saint-Roch Ecusson. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **09 décembre 2011**, la circulation est interdite Place Saint Roch  
Ces dispositions sont applicables **de 15h 00 à 22 h 00.**

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue du Petit Saint Jean
- par :
  - la Rue de Vallat

**Article 3 :**

Ces dispositions rentreront en vigueur à la diligence des services de police.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du comité de quartier

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 octobre 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 26 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6350

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Ecoles Laïques

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, la circulation est interdite Rue des Ecoles Laïques dans sa partie comprise entre l'Impasse de la Petite Corraterie et le Boulevard Louis Blanc

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Ecoles Laïques, emprunte :

- la Rue Sainte Ursule
- la Rue de l'Arc des Mourgues
- la Rue de la Providence

et se termine sur le Boulevard Pasteur.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6347

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de la Providence

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, Rue de la Providence dans sa partie comprise entre la Rue de l'Arc des Mourgues et le Boulevard Pasteur, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Boulevard Louis Blanc et Boulevard Pasteur

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, Boulevard Louis Blanc, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, Boulevard Pasteur, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, Boulevard Louis Blanc, devant l'AGORA, le stationnement est autorisé pour les véhicules de la production "FIRSTSTEP".

**Article 4:**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 6:**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 18 octobre 2011

Madame le Maire



  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 26 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6342

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Villefranche

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011 à 16h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 08h00** inclus, la Rue de Villefranche dans sa partie comprise entre le Boulevard Louis Blanc et le Quai du Verdanson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 18 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux suppressions de câbles à la demande de FRANCE TELECOM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, l'Avenue de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, la Rue Marius Carrieu est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 3 :

À compter du 24 octobre 2011 et jusqu'au 10 novembre 2011 inclus, la Rue Paul Rimbaud est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 4 :

À compter du 24 octobre 2011 et jusqu'au 10 novembre 2011 inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 5 :

À compter du 24 octobre 2011 et jusqu'au 10 novembre 2011 inclus, l'Avenue du Père Soulas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 6 :

À compter du 24 octobre 2011 et jusqu'au 10 novembre 2011 inclus, la Voie Domitienne est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 7 :

À compter du 24 octobre 2011 et jusqu'au 10 novembre 2011 inclus, sur la Route de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables de 1h00 à 6h00.

**Article 8 :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, la Rue du Triolet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 10 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de FRANCE TELECOM.

**Article 11 :**

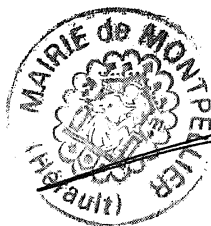
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 12 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 19 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Lunaret

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement électrique à la demande de ERDF ARE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 novembre 2011** et jusqu'au **09 décembre 2011** inclus, la Rue Lunaret entre le n° 86 et le n° 88 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ERDF ARE

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 19 octobre 2011

Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES



Publié le : 26 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Levat

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en conformité de branchement particulier d'eau potable à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, Rue Levat côté pair , le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 18h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de demandeur.

**Article 4 :**

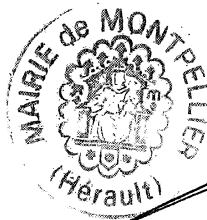
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 19 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

MAIRIE DE MONTPELLIER



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

**CERTIFICAT D'AFFICHAGE**

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0267

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011  
dossier déposé par : M.DAMS Wim

demeurant à : 9 RUE BOUSSAIROLLES

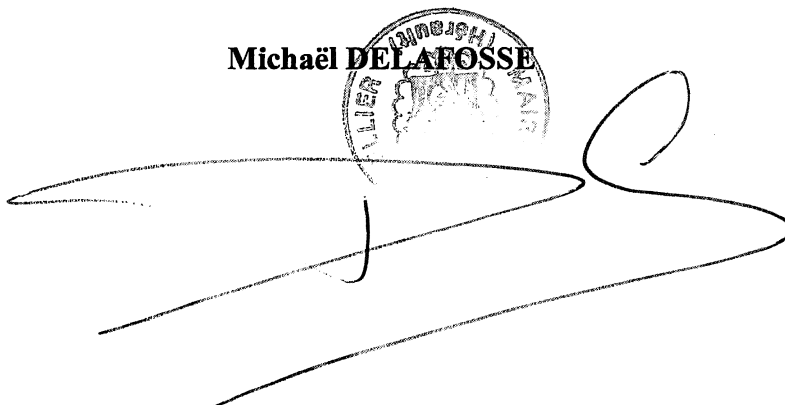
34000 MONTPELLIER

pour : CONSTRUCTION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE  
108 rue Achille Zavatta

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0271

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011

dossier déposé par :SCI SAINTE EULALIE/M.FABRE Bernard

demeurant à : 1 quai Clemenceau

34250 PALAVAS-LES-FLOTS

pour : CHANGEMENT DE DESTINATION(secteur  
sauvegardé)/REAMENAGEMENT DU BATIMENT  
1 rue de la Tour Sainte Eulalie

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0294

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011  
dossier déposé par : Madame BEN BRAHIM Isabelle

demeurant à : 118 RUE DE LA MARQUEROSE  
34070 MONTPELLIER

pour : CREATION APPARTEMENT F2 DANS MOITIE DE GARAGE  
118 rue de la Marqueroise

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0208

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011  
dossier déposé par : Monsieur NICOLAS Eric

demeurant à : 12 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
34570 PIGNAN

pour : EXTENSION DE VILLA  
660 rue du Pont de Laverune

A ETE AFFICHE DU 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de  
l'arrêté N° PC 34172 09 V0232 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011

dossier déposé par : A C M - Mme FRECHE

demeurant à : 407 av. DU PROF. ANTONELLI

34074 MONTPELLIER CEDEX 3

pour : MODIFICATIONS FACADES  
224 rue Capitaine Pierre Pontal

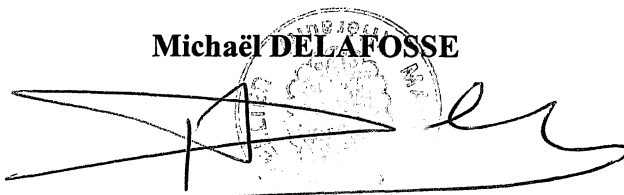
A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011,

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 08 V0283 M3 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011  
dossier déposé par : OPH ACM

demeurant à : 407 AV PROF E ANTONELLI  
BP75590

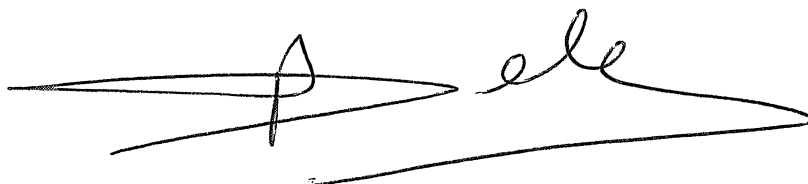
34071 MONTPELLIER CEDEX 3

pour : MODIFICATIONS:AUGMENTATION DU NOMBRE DE  
PLACE DE PARKING/MENUISERIES  
Coste Belle ZAC PORT MARIANNE

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 25 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

27 DEC. 2011  
Montpellier, le  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 10 V0171 M1 M

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 20 OCT. 2011

dossier déposé par : Monsieur BENABOUD FOUAD

demeurant à : 56 COURS GAMBETTA

34000 MONTPELLIER

pour : ABAISSEMENT DE LA TOITURE DE 20 cm / SUPPRESSION  
DE PAVES DE VERRE / RETRAIT DE 20 cm D'UN MUR MITOYEN /  
REPOSITIONNEMENT DES FENETRES DE TOIT  
7 rue General Chanzy

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 28 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0538

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 20 OCT. 2011  
dossier déposé par : CABINET ROUBEIX

demeurant à : PLAN DE LA GARE  
ROUTE DE SETE

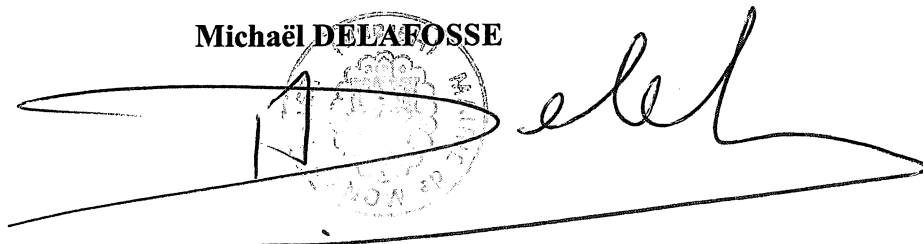
34540 BALARUC LES BAINS

pour : DETACHEMENT D'UN TERRAIN  
221 rue de la Piscine

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011  
Pour Madame le maire et par délégation  
L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michaël DELAFOSSE





DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° DP 34172 11 0920

concernant une décision sur Déclaration Préalable

en date du 20 OCT. 2011

dossier déposé par : SERM/M.LAGET Thierry

demeurant à : 45 PLACE ERNEST GRANIER

34000 MONTPELLIER

pour : INSTALLATION DES PANNEAUX SOLAIRES  
THERMIQUES

80 Pont Trinquat

A ETE AFFICHE DU : 21 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique

Michael DELAFOSSE



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Esplanade Léo Malet

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Il est interdit de tourner à droite dans l'Allée Pierre Carabasse (3 intersections) pour tous les véhicules venant de l'Esplanade Léo Malet.

**Article 2 :**

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Esplanade Léo Malet entre le n°8 et le n°16 de l'Allée Pierre Carabasse.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 20 octobre 2011

Madame le Maire

Hélène MANDROUX



26 OCT. 2011

Publié le :



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Professeur Etienne Antonelli

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, et du **2 novembre 2011** et jusqu'au **4 novembre 2011** inclus la circulation est interdite Avenue du Professeur Etienne Antonelli dans sa partie comprise entre la Rue du Moulin des Sept Cans et le Pont Jean Zuccarelli.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 5h00.**

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- **" pour le sens entrant dans Port Marianne "** par :
  - l'Avenue du Petit Train
  - l'Avenue Albert Dubout
  - le Quai Laurens
  - la Rue Mathieu Laurens
  - la Place Faulquier
  - le Pont Juvénal
  - la Place Christophe Colomb pour se terminer Avenue Raymond Dugrand.



- **" pour le sens sortant de Port Marianne "** par :
  - la bretelle d'accès à l'Avenue du Pirée
  - l'Avenue du Pirée
  - la Place Jean Bène (en retournement)
  - l'Avenue du Pirée pour se terminer Chemin de Moularès.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

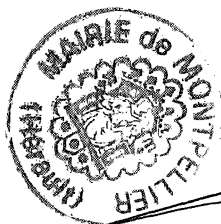
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Interdiction des traversées de rails Avenue du Professeur Etienne Antonelli Place Ernest Granier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, et du **2 novembre 2011** et jusqu'au **4 novembre 2011** la traversée de rail est Avenue du Professeur Etienne Antonelli et Place Ernest Granier.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 5h00.**

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- au niveau de l'Avenue du Professeur Etienne Antonelli par :
  - l'Avenue du Petit Train
  - l'Avenue Albert Dubout
  - le Quai Laurens
  - la Rue Mathieu Laurens
  - la Place Faulquier
  - le Pont Juvénal
  - la Place Christophe Colomb pour se terminer Avenue Raymond Dugrand.

- au niveau du Pont Jean Zuccarelli par :
  - la bretelle en direction de l'Avenue du Pirée
  - l'Avenue du Pirée
  - la Place Jean Bène (en retournement) pour se terminer Avenue du Pirée.
- au niveau de la Place Ernest Granier par l'Avenue Raymond Dugrand, puis par retournement au niveau de l'Autouroute A9.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Lodève

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, l'Avenue de Lodève dans sa partie comprise entre l'Avenue Masséna et la Rue de Las Sorbes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard de la Perruque

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **25 octobre 2011** et jusqu'au **26 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard de la Perruque dans sa partie comprise entre Carrefour des Alizés et l'Avenue Albert Dubout.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Liberté, emprunte :

- l'Avenue de la Liberté
- la Place du Huit Mai 1945 (en retournement)
- l'Avenue de la Liberté

et se termine sur Carrefour des Alizés.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

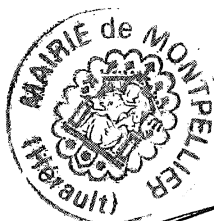
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6464

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **Arrêté temporaire Mesures de circulation Pont sur voie SNCF (passage entre Rue Montels Saint Pierre et Avenue du Marché Gare)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection d'enrobés aux abords du pont reliant l'Avenue du Marché Gare à la Rue Montels Saint Pierre, à la demande du Service Voirie de la Ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **25 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la circulation est interdite, sur le Pont franchissant les voies SNCF, reliant l'Avenue du Marché Gare à la Rue Montels Saint Pierre.

**Article 2 :**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- en provenance de la Rue de l'Industrie par :
  - la Rue du Mas Saint Pierre
  - la Rue de Montels-Eglise
  - Rond-Point Paul-Louis Bret
  - l'Avenue d'El Alamein
  - l'Avenue du Colonel Pavelet
  - la Rue de Cholet
  - la Rue de la Castelle pour se terminer Place Yitzhak Rabin
- en provenance de l'Avenue de Maurin par :
  - la Place Yitzhak Rabin.
  - la Rue de la Castelle
  - la Rue de Cholet
  - l'Avenue du Colonel Pavelet
  - l'Avenue d'El Alamein
  - Rond-Point Paul-Louis Bret pour se terminer Rue de Montels-Eglise



**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CREGUT.

**Article 5 :**

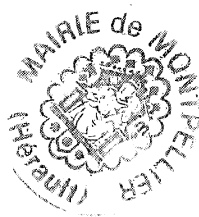
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6447

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue des Prés d'Arènes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue des Prés d'Arènes dans sa partie comprise entre la Rue de l'Industrie et Carrefour des Alizés  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur Rond-point des Prés d'Arènes, emprunte :

- l'Avenue de Palavas
- Rue Frédéric Fabrèges

et se termine sur l'Avenue Albert Dubout.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

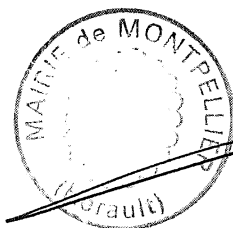
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer**

**Carrefour Avenue de la Colline – Rue François Dezeuze**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination de la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987 relatif à l'occupation du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, adjoint au Maire ;
- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;
- Vu la demande du 17 octobre 2011, par laquelle la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34), sise 520 allée Henri II de Montmorency, 34064 Montpellier cedex 2, représentée par M. LERMINE, responsable de l'unité SRGC, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;
- Vu le dossier de demande de permission de voirie établi par la société Aximum sise 24 rue des Frères Lumière, 33 560 Carbon Blanc;

## **ARRETE**

### **Article 1 Permission de voirie.**

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM 34), sise 520 allée Henri II de Montmorency, 34064 Montpellier cedex 2, *ci-après désigné "le permissionnaire", est autorisé à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.*

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, à la date de signature du présent arrêté.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignées à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

### **Article 2 : Localisation et nature des ouvrages.**

#### **Adresse :**

- Rue François Dezeuze, avenue de la Colline.

#### **Nature des ouvrages :**

- Armoire de commande L : 100 x h : 68 x p : 43 en cm, montée sur socle béton.
- Chambre de tirage L<sub>IT</sub> : 4 unités.
- Cabine de prise de vue type « Captor », montée sur support de hauteur 3.20 m ancré dans massif béton.
- Fourreaux :
  - Ø45 : 10 ml
  - Ø63 : 119 ml
  - Ø90 : 1 ml
- Câble de boucles magnétiques de chaussée : 15 ml

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.

### **Article 3 : Réalisation des ouvrages.**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devrait les déplacer jusqu'à la cote requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voirie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

### **Article 4 : Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

### **Article 5 : Modification - déplacement - ou suppression des ouvrages.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 6 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville (6 mois maximum), au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

### **Article 6 : Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

### **Article 7 : Récolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la Ville (service Voirie-coordination), un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200°, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

### **Article 8 : Situation des ouvrages en fin de permission.**

Si l'exploitation des installations est abandonnée, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial aux frais du permissionnaire.

### **Article 9 : Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

### **Article 10 : Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le directeur général des services de la mairie, Monsieur le trésorier payeur municipal et au permissionnaire.

MONTPELLIER, le 20 octobre 2011

Pour Madame le Maire  
Et par délégation,  
L'Adjoint au Maire,



Philippe THINES

Notifié le : 27 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6460

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue des Deux Ponts

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de toiture à la demande de DESMETTRE COUVERTURE ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **09 décembre 2011** inclus, Rue des Deux Ponts côté impair au n° 13 sur 1 place, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 8h à 17h.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

**Article 4 :**

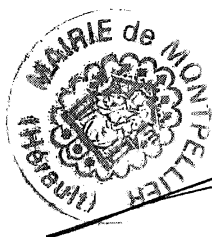
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**26 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6450

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Place Paul Bec

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du stationnement du Bus de L'Emploi à la demande du groupe TRIANGLE ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **24 novembre 2011**, Place Paul Bec, le stationnement est autorisé pour le bus du groupe TRIANGLE.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du groupe TRIANGLE.

**Article 4 :**

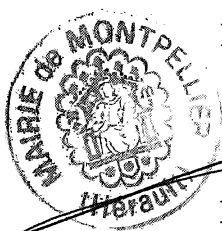
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**26 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6448

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Place de Thessalie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de manutention à l'aide d'une grue de levage à la demande de la société COFELY ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **09 novembre 2011 de 7h à 16h**, Place de Thessalie au droit de l'immeuble Le Junon, le stationnement est autorisé aux véhicules nécessaires aux travaux.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société COFELY.

**Article 4 :**

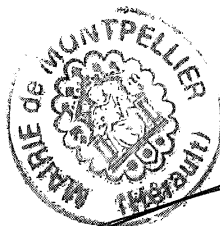
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6445

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Voies du Centre Historique

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de reprise provisoire de revêtement de chaussée à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **26 octobre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, dans les voies du centre historique, le stationnement est autorisé aux véhicules de l'entreprise CARACCILO.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CARACCILO.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Place du Onze Novembre

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 4 du tramway à la demande de la TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **27 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, la Place du Onze Novembre est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

**Article 4 :**

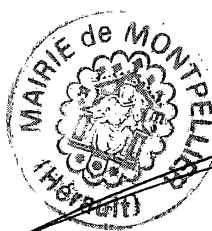
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Doria

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement téléphonique à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, du n°7 au n°9 de la Rue Doria, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

**Article 4 :**

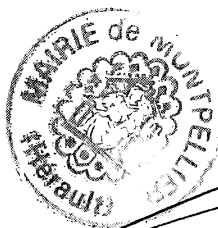
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Richer de Belleval

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement téléphonique à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, du n°3 au n°5 de la Rue Richer de Belleval, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Carré du Roi

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement téléphonique à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, du n°12 au n°16 de la Rue du Carré du Roi, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

**Article 4 :**

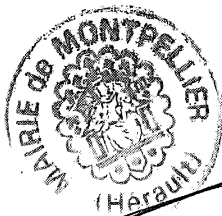
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Barthez

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement téléphonique à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, du n°6 au n°8 de la Rue Barthez, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 24 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Baumès

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement téléphonique à la demande de France Telecom ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, du n°7 au n°9 de la Rue Baumès, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de France Telecom.

**Article 4 :**

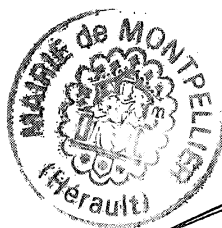
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 20 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**24 OCT. 2011**



DEPARTEMENT URBANISME ET AMENAGEMENT  
DIRECTION  
URBANISME OPERATIONNEL  
SERVICE DROIT DES SOLS

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Madame le Maire de la ville de Montpellier soussignée, certifie qu'un extrait de l'arrêté N° PC 34172 11 V0092

concernant une décision sur PERMIS DE CONSTRUIRE

en date du 21 OCT. 2011

dossier déposé par : SCI VIA NATURA / FLORISENS / M PRYET MICHEL

demeurant à : 6 AVENUE DE LA VOLHE

34170 CASTELNAU LE LEZ

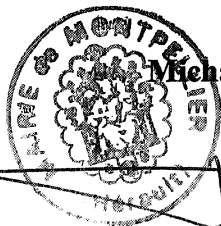
pour : CONSTRUCTION D'UN BATIMENT A USAGE D'ENTREPOT  
ET DE BUREAUX  
rue des WALKYRIES

A ETE AFFICHE DU : 24 OCT. 2011 AU : 26 DEC. 2011 sur le panneau  
d'affichage réservé à cet effet conformément aux dispositions de l'article  
R424-15 du Code de l'Urbanisme

Montpellier, le 27 DEC. 2011

Pour Madame le maire et par délégation

L'Adjoint délégué à l'urbanisme, à l'aménagement durable  
et à Montpellier territoire numérique



Michaël DELAFOSSE

13



**COMITE SCIENTIFIQUE  
POUR LA RESTAURATION DE  
L'ENSEMBLE HEBRAÏQUE  
1 rue de la Barralerie**

**Abroge et remplace l'arrêté 06-811-2998abalm06**

- VU la délibération n°52 du Conseil municipal en date du 28 avril 2003 approuvant la création d'un comité scientifique chargé d'apporter son conseil à la définition et à la réalisation du projet de restauration et d'aménagement de l'ensemble hébraïque et autorisant Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à nommer les membres du comité scientifique.
- VU l'arrêté de classement n°MH.04 - IMM 027 au titre des monuments historiques de l'ensemble hébraïque en date du 5 mai 2004.
- VU l'acte notarié en date des 16 et 18 décembre 1997 par lequel la Ville de Montpellier a acquis les locaux sis 1 rue Barralerie.
- VU l'arrêté municipal en date du 5 octobre 2006 portant création du comité scientifique.
- VU l'arrêté municipal n°2011/2179/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 modifiant la délégation de Monsieur Philippe Saurel.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le comité scientifique constitué pour le suivi de la restauration de l'ensemble hébraïque a pour mission d'encadrer, proposer, débattre et entériner l'ensemble des prises de décisions relatives :

- à l'étude de bâti (définition des objectifs, suivi de la phase opérationnelle, interprétation et publication des résultats de l'étude),
- aux travaux de consolidation / restauration qui devront être exécutés au fur et à mesure de l'avancement de l'étude,
- à la doctrine de restauration / restitution à arrêter en fonction des résultats de l'étude,
- à la programmation de l'aménagement de cet ensemble, en fonction des potentialités de restitution des dispositions primitives relevées par l'étude de bâti.

## **Article 2 :**

Le comité scientifique est constitué des personnes suivantes :

- Madame **Hélène MANDROUX**, Maire de Montpellier, présidente du Comité scientifique et (ou) son ou (ses) représentant (s)
- Monsieur **Philippe SAUREL**, Adjoint au Maire délégué à la culture et au patrimoine historique propriété de la Ville, Ville de Montpellier
- Monsieur **René-Samuel SIRAT**, professeur à l'INALCO Paris
- Monsieur **Alain GENSAC**, architecte-urbaniste, Montpellier
- Madame **Claude DUHAMEL-AMADO**, ingénieur d'études honoraire au CNRS, spécialiste du Languedoc médiéval
- Monsieur **Daniel LE BLEC**, professeur d'histoire médiéval à l'Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Carol IANCU**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul Valéry III, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes du Judaïsme
- Mademoiselle **Géraldine MALLET**, maître de conférence en Histoire de l'Art de Moyen Age, Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Claude de MECQUENEM**, archéologue, responsable d'opération à l'institut National de recherches archéologiques préventives
- Monsieur **Noël COULET**, professeur émérite d'histoire médiévale à l'Université de Provence
- Monsieur **Gérard NAHON** directeur d'études émérites à l'EPHE, ancien directeur de la Nouvelle Gallia Judaïca, Paris
- Madame **Danièle IANCU-AGOU**, directeur de recherche au CNRS, Nouvelle Gallia Judaïca, Montpellier
- Madame **Mireille HADAS-LEBEL**, professeur d'histoire ancienne à l'Université de Paris IV Sorbonne
- Monsieur **Max POLONOVSKI**, conservateur en chef du patrimoine, chargé de mission pour la protection du patrimoine juif
- Monsieur le **Directeur régional des Affaires Culturelles** (ou ses représentants) pour la Conservation régionale des Monuments Historiques, la Conservation régionale de l'Archéologie.

**Montpellier, le**

**Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué**

**Philippe SAUREL**

**Publié le :**

**Notifié le :**



**COMITE SCIENTIFIQUE  
POUR LA RESTAURATION DE  
L'ENSEMBLE HEBRAÏQUE**

**1 rue de la Barralerie**

**Abroge et remplace l'arrêté 06-811-2998abalm06**

- VU la délibération n°52 du Conseil municipal en date du 28 avril 2003 approuvant la création d'un comité scientifique chargé d'apporter son conseil à la définition et à la réalisation du projet de restauration et d'aménagement de l'ensemble hébraïque et autorisant Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à nommer les membres du comité scientifique.
- VU l'arrêté de classement n°MH.04 - IMM 027 au titre des monuments historiques de l'ensemble hébraïque en date du 5 mai 2004.
- VU l'acte notarié en date des 16 et 18 décembre 1997 par lequel la Ville de Montpellier a acquis les locaux sis 1 rue Barralerie.
- VU l'arrêté municipal en date du 5 octobre 2006 portant création du comité scientifique.
- VU l'arrêté municipal n°2011/2179/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 modifiant la délégation de Monsieur Philippe Saurel.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le comité scientifique constitué pour le suivi de la restauration de l'ensemble hébraïque a pour mission d'encadrer, proposer, débattre et entériner l'ensemble des prises de décisions relatives :

- à l'étude de bâti (définition des objectifs, suivi de la phase opérationnelle, interprétation et publication des résultats de l'étude),
- aux travaux de consolidation / restauration qui devront être exécutés au fur et à mesure de l'avancement de l'étude,
- à la doctrine de restauration / restitution à arrêter en fonction des résultats de l'étude,
- à la programmation de l'aménagement de cet ensemble, en fonction des potentialités de restitution des dispositions primitives relevées par l'étude de bâti.

## Article 2 :

Le comité scientifique est constitué des personnes suivantes :

- Madame **Hélène MANDROUX**, Maire de Montpellier, présidente du Comité scientifique et (ou) son ou (ses) représentant (s)
- Monsieur **Philippe SAUREL**, Adjoint au Maire délégué à la culture et au patrimoine historique propriété de la Ville, Ville de Montpellier
- Monsieur **René-Samuel SIRAT**, professeur à l'INALCO Paris
- Monsieur **Alain GENSAC**, architecte-urbaniste, Montpellier
- Madame **Claude DUHAMEL-AMADO**, ingénieur d'études honoraire au CNRS, spécialiste du Languedoc médiéval
- Monsieur **Daniel LE BLEC**, professeur d'histoire médiéval à l'Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Carol IANCU**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul Valéry III, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes du Judaïsme
- Mademoiselle **Géraldine MALLET**, maître de conférence en Histoire de l'Art de Moyen Age, Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Claude de MECQUENEM**, archéologue, responsable d'opération à l'institut National de recherches archéologiques préventives
- Monsieur **Noël COULET**, professeur émérite d'histoire médiévale à l'Université de Provence
- Monsieur **Gérard NAHON** directeur d'études émérites à l'EPHE, ancien directeur de la Nouvelle Gallia Judaïca, Paris
- Madame **Danièle IANCU-AGOU**, directeur de recherche au CNRS, Nouvelle Gallia Judaïca, Montpellier
- Madame **Mireille HADAS-LEBEL**, professeur d'histoire ancienne à l'Université de Paris IV Sorbonne
- Monsieur **Max POLONOVSKI**, conservateur en chef du patrimoine, chargé de mission pour la protection du patrimoine juif
- Monsieur le **Directeur régional des Affaires Culturelles** (ou ses représentants) pour la Conservation régionale des Monuments Historiques, la Conservation régionale de l'Archéologie.

Montpellier, le 21.10.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publié le :

Notifié le :



Extrait du registre des  
arrêtés de la Mairie de  
Montpellier

Arrêté n° 2011/3037 | NT/N

## Promenade Royale du Peyrou - Horaires de fermeture exceptionnels -

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/2173 du 02 septembre 2011, donnant délégation à M. Serge Fleurence ;
- CONSIDERANT : qu'il convient d'assurer la tranquillité et la sécurité des riverains et préserver l'ordre public ;
- CONSIDERANT : qu'en prévision de trouble à l'ordre public, il convient de modifier exceptionnellement les horaires de fermeture de la Promenade Royale du Peyrou ;

**Arrête :**

### Article 1<sup>er</sup> :

La promenade du Peyrou est soumise à des horaires de fermeture exceptionnels comme suit :  
Fermeture les vendredis 21 et 28 octobre 2011 ainsi que le vendredi 04 novembre 2011 à 17h00 jusqu'au  
lendemain matin Samedi à 08h00.

### Article 2 :

Le public est invité à respecter les horaires ci-dessus et à quitter spontanément les lieux avant la fermeture ;

### Article 3 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le 21.10.2011

Pour Madame le Maire, Monsieur le  
Premier Adjoint

  
Serge FLEURENCE

Publié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Font Carrade

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de remise à la cote de chambre télécom à la demande du Service Télécom de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **24 octobre 2011** et jusqu'au **28 octobre 2011** inclus, la Rue de Font Carrade au niveau du carrefour à feux au débouché sur le carrefour des Anciens d'Indochine est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise chargée des travaux.

**Article 4 :**

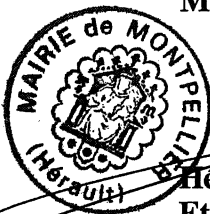
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
**Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, Carrefour Paul-Henri Spaak dans sa partie comprise entre la Rue Peter Benenson et la Rue Lejzer Zamenhof est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Rue Lejzer Zamenhof, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 25 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6474

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue François Dezeuze

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de pose d'un radar de feux à la demande de DDTM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **18 novembre 2011** inclus, la Rue François Dezeuze dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et l'Avenue de la Colline est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise  
AXIMUM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions  
contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des  
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté  
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 Octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de mise en accessibilité des quais bus à la demande du service Voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **27 octobre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, la Rue François Dezeuze est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **27 octobre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, la Rue du Pont de Lavérune dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Colline et l'Avenue de Monsieur Teste est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.



**Article 3 :**

À compter du **27 octobre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, l'Avenue de Monsieur Teste dans sa partie comprise entre la Rue du Pont de Lavérune et la Rue des Bouisses est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

À compter du **27 octobre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, la Rue des Grèzes dans sa partie comprise entre l'Avenue de Monsieur Teste et la Rue des Passiflores est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 Octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

Publié le : 25 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6472

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Paul Bringuier, Rue de l'Ecrin et Rue de l'Oasis

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux voirie à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la Rue de l'Oasis est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la Rue de l'Ecrin est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 3 :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, l'Avenue Paul Bringuier, au niveau de la voie d'accès au centre médicale d'Alco, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

### Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

### Article 6 :

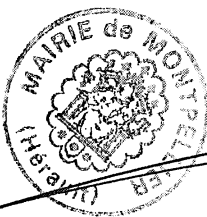
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

### Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 21 octobre 2011

Madame le Maire



**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
**Philippe THINES**

Publié le : 25 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Professeur Louis Ravaz

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de plantations à la demande du Service Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 novembre 2011** et jusqu'au **09 décembre 2011** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz dans sa partie comprise entre la Rue de Casseyrols et la Rue Jean Coulazou est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SARIVIERE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Rue Alcyone, Rue Galatée et Allée Platon

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une du torunage du film "ANTIGONE 34" à la demande de la production "MASCARET FILMS" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 01 novembre 2011 et jusqu'au 02 novembre 2011 inclus, Rue Galatée, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du 01 novembre 2011 et jusqu'au 02 novembre 2011 inclus, Allée Platon, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du 01 novembre 2011 et jusqu'au 02 novembre 2011 inclus, Rue Alcyone, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "MASCARET FILMS"

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Favre de Saint Castor

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6437 du 20 octobre 2011 ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 21 octobre 2011 les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6437 du 20 octobre 2011 sont prorogées jusqu'au 28 octobre 2011 inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**25 OCT. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de stationnement Voies diverses

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "ANTIGONE 34" à la demande de la production "MASCARET FILMS" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, Boulevard Henri IV, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, Quai des Tanneurs dans sa partie comprise entre la Rue Jeanne Jugan et la Rue du Faubourg Boutonnet, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **01 novembre 2011** inclus, Quai du Verdanson dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Place Albert 1er, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "MASCARET FILMS"

**Article 6 :**

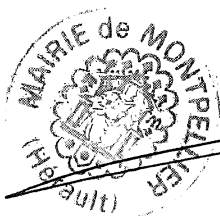
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**26 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Turgot

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement eau potable à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du 07 novembre 2011 et jusqu'au 25 novembre 2011 inclus, la Rue Turgot est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La voie de droite est interdite à la circulation générale.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

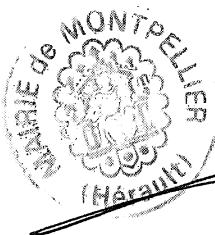
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**



**Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation,  
~~l'Adjoint au Maire,~~  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**26 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6466

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement eau potable à la demande de VEOLIA ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la Rue du Quatre Vingt Unième Régiment d'Infanterie entre le n° 2 et le n° 4 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

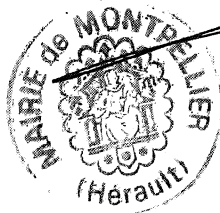
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire  
Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l'Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le :**

**26 OCT. 2011**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6471

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Maurin

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **02 novembre 2011**, Avenue de Maurin au n° 10 sur un emplacement de 60 mètres, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 21 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Pierre Causse

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-25, R. 411-8, R. 412-7, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12, R. 431-9 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2010/NT/R/DGU-P327 du 07 avril 2010, règlementant la circulation et le stationnement des véhicules rue Pierre Causse ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Pierre Causse depuis la Rue de la Taillade vers et jusqu'au n° 1135.

**Article 2 :**

Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés est créée. Elle emprunte :

- la Rue Pierre Causse côté pair dans sa partie comprise entre la Rue de la Taillade et la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Garrats

L'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur cette voie sera considéré comme gênant .

**Article 3 :**

Il est créé une piste cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue Pierre Causse côté pair dans sa partie comprise entre la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Garrats et le n° 826.

**Article 4 :**

Il est créé une piste cyclable unidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue Pierre Causse côté impair entre le n° 826 et le n° 1135 dans le sens de la rue Jules Guesde vers la rue Maurice Ravel.

**Article 5 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Pierre Causse dans sa partie comprise entre l'Avenue des Garrats et la Rue Jules Guesde.

**Article 6 :**

Il est interdit de tourner à gauche sur la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Garrats pour tous les véhicules venant de la Rue Pierre Causse.

**Article 7 :**

À l'intersection de la Rue Pierre Causse et de la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Garrats, les conducteurs circulant sur la Rue Pierre Causse sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 8 :**

À l'intersection de la Rue de la Piscine et de la Rue Pierre Causse, les conducteurs circulant sur la Rue Pierre Causse sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 9 :**

À l'intersection de la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Garrats et de la voie verte dans le sens de la rue de la Taillade vers la rue Jules Guesde, les conducteurs circulant sur la voie verte dans le sens de la rue de la Taillade vers la rue Jules Guesde sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 10 :**

À l'intersection de la piste cyclable dans le sens de la rue Jules Guesde vers la rue de la Taillade et de la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers l'avenue des Garrats, les conducteurs circulant sur la piste cyclable dans le sens de la rue Jules Guesde vers la rue de la Taillade sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 11 :**

À l'intersection de la Rue Pierre Causse et de la piste cyclable dans le sens de la rue Jules Guesde vers la rue de la Taillade, les conducteurs circulant sur la piste cyclable dans le sens de la rue Jules Guesde vers la rue de la Taillade sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

**Article 12 :**

Le stationnement est interdit Rue Pierre Causse des deux côtés .  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 13 :**

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Pierre Causse côté impair face au n° 1020.  
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.  
Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

**Article 14 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 15 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2010/NT/R/DGU-P327 du **07 avril 2010** susvisé est abrogé.

**Article 16 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 septembre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publié le : 10 6 OCT 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Aire piétonne Place de Chine

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-3 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

La zone définie par la Place de Chine constitue une aire piétonne.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 septembre 2011



Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le : 06 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Beau Séjour

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R. 417-3 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-P14 du 31 janvier 2011, réglémentant la circulation et le stationnement des véhicules rue Beau Séjour ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Beau Séjour depuis le n°5 (non inclus) vers et jusqu'à la Rue du Jeu de Mail des Abbés.

**Article 2 :**

Une partie de la voie située du côté des numéros pairs est réservée à la circulation à double sens du tramway Rue Beau Séjour dans sa partie comprise entre le n°5 (non inclus) et la Rue du Jeu de Mail des Abbés.

### **Article 3 :**

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue du Jeu de Mail des Abbés et de la Rue Beau Séjour.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

### **Article 4 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Beau Séjour des deux côtés .

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### **Article 5 :**

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Beau Séjour côté impair au n° 9.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

### **Article 6 :**

Les véhicules de transport en commun ont 1 place réservée Rue Beau Séjour côté pair à proximité de l'accès au stade Père Prévost.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant, et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 7 :**

Les cycles à deux ou trois roues ont 4 places réservées Rue Beau Séjour côté pair au niveau de l'accès au stade Père Prévost.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant, et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 9 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2011/NT/R/DGU-P14 du **31 janvier 2011** susvisé est abrogé.

**Article 10 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

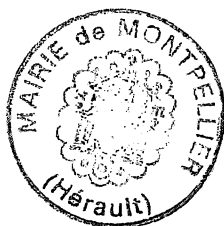
Montpellier, le 23 septembre 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le :

06 OCT. 2011





## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Lakanal

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8, R. 413-1, R. 415-7, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12, R. 417-3 et R.411-7 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-P77 du 04 juillet 2011, réglant la circulation et le stationnement des véhicules rue Lakanal ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Lakanal depuis la Rue du Faubourg Boutonnet vers et jusqu'à la Rue Proudhon.

**Article 2 :**

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Lakanal dans sa partie comprise entre la Place Henri Krasucki et la Rue de la Tuilerie.

### Article 3 :

Il est interdit de tourner à droite :

- dans la Rue Achille Bégé pour tous les véhicules venant de la Rue Lakanal ;
- dans la Rue Proudhon pour tous les véhicules venant de la Rue Lakanal.

### Article 4 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Ferdinand Fabre et de la Rue Lakanal
- à l'intersection de la Rue de Villefranche et de la Rue Lakanal

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

### Article 5 :

À l'intersection de la Rue Proudhon et de la Rue Lakanal, les conducteurs circulant dans la Rue Lakanal sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

### Article 6 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Lakanal :

- côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Jeanne Jugan et le n° 2 ;
- des deux côtés dans sa partie comprise entre le n° 44 et la Rue des Abeilles ;
- côté pair dans sa partie comprise entre la Rue de la Tuilerie et la Rue Jeanne Jugan, et face au n° 65.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### Article 7 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Rue Lakanal :

- côté impair au n° 29 ( 1 place(s) ) et au n° 1 ( 1 place(s) ) ;
- côté pair au n° 44 bis ( 2 place(s) ) et face au n° 65 ( 1 place(s) ).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées ou du macaron 'GIG-GIC' apposé sur le pare-brise.

**Article 8 :**

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue Lakanal côté impair face au n° 44 bis.  
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**  
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant, et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 9 :**

L'arrêt et le stationnement sont interdits Rue Lakanal des deux côtés dans sa partie comprise entre le n° 1 et la Rue Proudhon.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 10 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 11 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2011/NT/R/DGU-P77 du **04 juillet 2011** susvisé est abrogé.

**Article 12 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 23 septembre 2011

Madame le Maire



**Helène MANDROUX**

Publié le :

10 6 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue Boussairolles

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-3, R. 411-8, R. 417-10, R. 417-12, R. 417-3 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 10 novembre 2009, N°2009/NT/R/DGU-P237, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal du 30 août 2010, n°2010/NT/R/DGU-P410, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée VERDUN à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Un sens unique est institué dans la Rue Boussairolles depuis la Rue Du Guesclin vers et jusqu'à la Rue Alfred Bruyas.

**Article 2 :**

La Rue Boussairolles dans sa partie comprise entre la Rue Alfred Bruyas et la Place de la Comédie, est incluse dans l'aire piétonne dénommée VERDUN.

### **Article 3 :**

Le stationnement est interdit dans la Rue Boussairolles côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Du Guesclin et la Rue Alfred Bruyas.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 4 :**

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone courte durée, aux emplacements prévus à cet effet dans la Rue Boussairolles côté pair dans sa partie comprise entre la Rue Du Guesclin et la Rue Alfred Bruyas.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h et sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 2 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

### **Article 5 :**

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée dans la Rue Boussairolles côté pair face au n° 25.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 6 :**

Les véhicules de livraison par "camionnettes" ont un emplacement réservé dans la Rue Boussairolles côté pair à l'angle de la rue Alfred Bruyas.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 9 :**

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 23 septembre 2011

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publié le :

10 6 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### PERMISSION DE VOIRIE

France Telecom Ingénierie Gestion Affaires

**151, Rue Raimon de Trencavel**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de la voirie routière ;
- Vu le code des postes et télécommunications ;
- Vu le code de la route ;
- Vu la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993, relative à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé sur les chantiers de bâtiments et de génie civil ;
- Vu le décret n°64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales ;
- Vu le décret n°2005-1676 du 16 décembre 2005, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.
- Vu la délibération du conseil municipal du 27 octobre 1992 relative à la maîtrise de l'encombrement du sous-sol ;
- Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- Vu l'arrêté municipal du 9 février 1987, relatif à l'occupation du sous-sol,
- Vu l'arrêté du 12/03/1998, publié au journal officiel le 19/03/1998, autorisant la société France Telecom Ingénierie Gestion Affaires à établir et à exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public ;
- Vu les avis des principaux maîtres d'ouvrage occupant la voirie communale recueillis suite à la commission de consultation du 12/12/1997, conformément à l'article R 141-14 du code de la voirie routière ;

- Vu le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) du 31/07/1998 et notamment le titre IV comportant le règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et l'arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique ;

- Vu la demande en date du vendredi 21 octobre 2011 pour laquelle le maître d'ouvrage France Telecom Ingénierie Gestion Affaires dont le siège est situé Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, représentée par M. DOS SANTOS CALDERON Georges, demande l'autorisation d'occuper le domaine public routier communal ;

- Considérant que, pour les besoins d'exploitation de sa license d'opérateur de télécommunications, le pétitionnaire doit occuper le domaine public routier communal pour l'installation d'artères souterraines.

## **ARRETE**

### **Article 1 - Permission de voirie.**

La société, France Telecom Ingénierie Gestion Affaires, Unité d'Intervention Languedoc Roussillon-707, Avenue du Marché Gare 34933 Montpellier Cedex 9, ci-après désignée "le permissionnaire", est autorisée à occuper le domaine public routier communal sous réserve du respect des conditions techniques et de sécurité en vigueur d'une part et des conditions particulières ci-après d'autre part.

La présente autorisation est accordée, sauf dénonciation, pour une période qui prend effet à la date de signature du présent arrêté et expire à la date d'échéance de l'autorisation accordée au permissionnaire pour établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public et pour fournir le service téléphonique au public.

Elle concerne les installations et ouvrages techniques désignés à l'article 2.

Elle ne peut être cédée par le permissionnaire à aucune autre personne physique ou morale sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Elle est périmée de plein droit si le permissionnaire n'a pas engagé les travaux dans un délai de six mois suivant la date du présent arrêté.

Sa reconduction fait l'objet d'une demande du permissionnaire à la Ville, adressée six mois au moins avant la date d'échéance.

### **Article 2 - Nature et localisation des installations.**

**Nature** : Telecom : Branchement linéaire.

**Localisation** : Rue Raimon de Trencavel.

**Linéaire** : 150 mètres.

N.B. : Toute installation supplémentaire venant s'ajouter, par la suite, au présent état doit faire l'objet d'une permission de voirie particulière qui est régie par les termes de la présente et prend fin à la même date.



### **Article 3 - Réalisation des ouvrages**

Les ouvrages sont réalisés conformément aux plans de projet joints à la demande de permission de voirie susvisée. Toute modification à apporter le cas échéant, à titre provisoire ou définitif, aux voiries et accessoires ainsi qu'aux équipements de toute nature compris dans l'emprise du domaine public occupé doit être autorisée préalablement par la Ville. Les dépenses résultant de ces modifications sont à la charge du permissionnaire.

La nature et la qualité des matériaux utilisés ainsi que la profondeur des canalisations doivent être conformes au règlement de voirie. Si la profondeur des installations se révélait ultérieurement inférieure aux cotes prescrites, le permissionnaire devra les déplacer jusqu'à la côte requise.

Le permissionnaire respecte en permanence toutes les précautions nécessaires pour protéger et préserver le domaine public et les réseaux en place, pendant et après les travaux. A cette fin, il contacte préalablement les occupants du domaine public qui lui indiquent les dispositions techniques de protection des ouvrages à respecter. Il en tient compte pour l'élaboration de son projet et pour l'exécution des travaux. Il est également tenu de se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Durant les travaux, le permissionnaire observe les prescriptions qui lui sont imposées pour assurer la circulation et la sécurité des usagers du domaine public.

La permission de voirie ne donne pas autorisation d'ouverture de chantier ; l'engagement, l'exécution et l'achèvement des travaux doivent être conformes aux procédures et prescriptions définies par la réglementation communale régissant les interventions sur la voie publique (règlement d'exécution des travaux occupant la voirie communale et arrêté de coordination des travaux à réaliser sur les voies ouvertes à la circulation publique).

### **Article 4 – Partage des installations.**

A la demande de la ville et afin de limiter les ouvertures de tranchées, le permissionnaire s'engage à étudier la possibilité d'un partage des artères existantes avec tout opérateur autorisé en vertu de l'article L.33-1 du code des poste et télécommunications.

Par ailleurs, le permissionnaire informera la Ville de tout accord de partage de ses installations qu'il conclurait ultérieurement avec un occupant tiers.

Si l'octroi de la présente permission de voirie conduit à réserver à son profit l'usage de l'ensemble des capacités d'occupation du domaine public routier communal, le permissionnaire s'engage, à réaliser les travaux nécessaires permettant le partage ultérieur des installations.

## **Article 5 - Responsabilité.**

Le permissionnaire maintient les lieux occupés en bon état de fonctionnement, d'entretien et de propreté pendant toute la durée de l'occupation.

Il demeure entièrement responsable des dépenses, dommages et préjudices ou accidents qui pourraient résulter de ses travaux ou de l'existence de ses ouvrages tant vis-à-vis de la Ville que des tiers.

La Ville ne peut en aucun cas être tenue responsable des dommages qui peuvent affecter les installations du permissionnaire du fait de l'usage de la voie publique.

## **Article 6 - Modification déplacement ou suppression des installations.**

Exceptés l'intervention d'urgence prévue à l'article 8 ou les cas de maintenance et de réparation à l'identique des installations, le permissionnaire ne peut effectuer d'autres travaux visant à modifier, déplacer ou supprimer les installations sans le consentement préalable écrit de la Ville.

Outre le cas de force majeure, si des travaux conformes à la destination du domaine public occupé doivent être réalisés dans l'intérêt de ce domaine, le permissionnaire doit procéder, à ses frais et dans les délais convenus avec la Ville, au déplacement, à la modification ou à la suppression de ses installations sur le domaine public, sans qu'il puisse invoquer un droit à indemnité à l'encontre de la Ville.

## **Article 7 - Interventions d'urgence.**

Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, le permissionnaire est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer la Ville sans délai.

## **Article 8 - Recolement.**

Dans les deux mois suivant la fermeture du chantier, le permissionnaire communique à la ville (service Voirie-Pôle Coordination Patrimoine) :

- Un plan de récolement des installations sur support papier à l'échelle 1/200<sup>ème</sup>, ainsi que sous forme numérisée au format compatible avec le système d'informations géographiques de la Ville,
- Le linéaire du cheminement et les surfaces des chambres.

Le permissionnaire intégrera ces installations dans la base de données caractérisant les plans itinéraires.

### **Article 9 - Situation des ouvrages en fin de permission.**

Avant l'expiration de la présente autorisation, ou si l'exploitation des installations est abandonnée avant cette date, la Ville et le permissionnaire conviennent de se rapprocher pour discuter du devenir des installations.

Dans l'hypothèse où ces installations ne feraient pas l'objet d'une reconduction de permission de voirie liée au renouvellement de la licence d'opérateur par l'autorité de tutelle, elles seraient soit rétrocédées à la Ville sans dédommagement du permissionnaire, soit déposées et les lieux occupés remis en l'état initial, aux frais du permissionnaire.

### **Article 10 - Règlement des litiges.**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre la Ville et le permissionnaire au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente permission seront soumises aux juridictions compétentes.

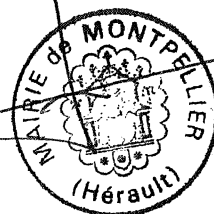
### **Article 11 - Exécution.**

Ampliation du présent arrêté sera adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Directeur Général des Services de la mairie, Monsieur le Trésorier Payeur Municipal et au Permissionnaire.

Montpellier, le lundi 24 octobre 2011

Pour Madame le Maire et par délégation,  
L' Adjoint Délégué,

Philippe THINES



Publié le :

Notifié le : 2 - NOV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6480

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Cléophas

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de branchement au réseau gaz, à la demande de GRDF/AGNRC ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **28 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, Rue Saint Cléophas entre le n° 6 et le n° 18, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **28 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, Rue Saint Cléophas, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise TPSM.

**Article 5 :**

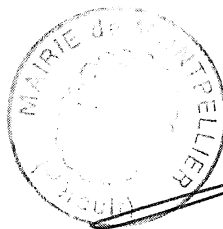
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 Octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 25 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place de la Voie Domitienne

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'un "vide grenier" organisé par l'association ENV'AGROTECH.

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **06 novembre 2011**, Place de la Voie Domitienne, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association ENV'AGROTECH.

**Article 4 :**

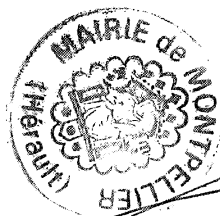
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 24 Octobre 2011

Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 26 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6478

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Général René

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de déménagement à la demande de ABC Déménagement ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **03 novembre 2011**, Rue Général René dans sa partie comprise entre la Rue des Soldats et la Rue Marceau, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ABC Déménagement.



**Article 4 :**

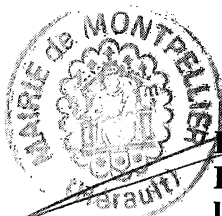
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Paul Brousse

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de la TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **11 novembre 2011** inclus, Rue Paul Brousse dans sa partie comprise entre la Rue Castilhon et la Rue Marceau, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 26 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6479

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Quai des Tanneurs

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux démontage d'une grue à la demande de la société ARCOMET ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **03 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Quai des Tanneurs dans sa partie comprise entre la Rue Ferdinand Fabre et la Rue Jeanne Jugan  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 06h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

#### **Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Place de Tagaste, emprunte :

- le Quai du Verdanson
- et se termine sur le Quai du Verdanson.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société ARCOMET

**Article 5 :**

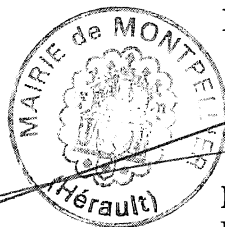
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 24 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6497

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard de l'Observatoire

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'illumination à la demande des Services Techniques de l'Espace Public de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **30 octobre 2011** et jusqu'au **03 novembre 2011** inclus, le Boulevard de l'Observatoire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CITEOS.

**Article 4 :**

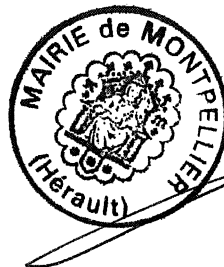
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : - 2 NOV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Boirargues

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du tournage d'un film à la demande de la D.P.C. ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

Le **10 novembre 2011**, l'Avenue de Boirargues entre les numéro 121 et 161, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 14h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production.

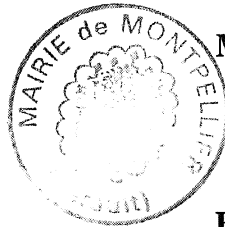
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6493

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Comté de Nice

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de refécution de chaussée à la demande du service voirie de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, l'Avenue du Comté de Nice dans sa partie comprise entre la Rue Pierre Nicolas et l'Avenue de Naples est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia

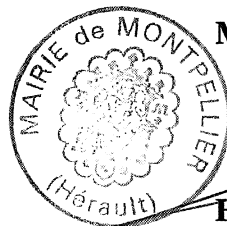
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6492

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Guilhem de Poitiers

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfections de chaussée à la demande du service voirie de la ville de Montpellier ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, l'Avenue Guilhem de Poitiers dans sa partie comprise entre l'Avenue du Biterrois et la Place de la Sénéchaussée de Beaucaire est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia

**Article 4 :**

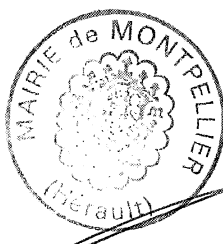
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6491

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Circulation interdite Rue Brumaire

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison du tournage d'un film à la demande de la D.C.P. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **10 novembre 2011**, entre **12h00 et 20h00**, Rue Brumaire dans les deux sens, dans sa partie comprise entre la Rue Vendémiaire et l'Avenue Raymond Dugrand, la circulation est interdite.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production.

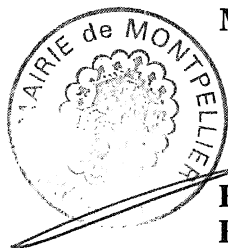
**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**  
**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6490

**Arrêté temporaire**  
**Interdiction de stationnement**  
**Avenue Raymond Dugrand**  
**Parking des facultés**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du tournage d'un film à la demande de la D.C.P. ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **10 novembre 2011**, Avenue Raymond Dugrand, sur le parking des facultés dans sa partie comprise entre la Rue Brumaire et la Rue Nivose , le stationnement est interdit.  
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables à la production Mascaret Film.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production.



**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**  
**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Boussinesq

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux d'entretien du patrimoine arboré à la demande du Service des Espaces Verts de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la Rue Boussinesq est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
  - la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
  - la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h à 16h.**

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

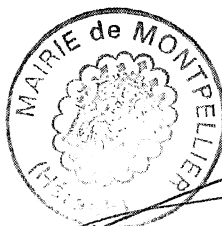
**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Ville de MONTPELLIER.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6488

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de réfection de tranchées à la demande du Service Voirie de la Ville de MONTPELLIER ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- la Rue des Frênes ;
- la Rue Joseph Roumanille ;
- la Rue Jean François Champollion ;
- la Rue de Casseyrols ;
- la Rue des Papyrus ;
- la Rue des Eucalyptus ;
- la Rue Circé ;
- la Rue Esculape ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- la Rue des Avant-Monts ;
- l'Impasse Edmond ;
- la Rue Edmond Lautard ;
- la Rue Jean Coulazou ;
- la Rue Charles-Thomas Thibault ;
- l'Avenue du Père Soulas.

## Article 2 :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue des Frênes ;
- la Rue Joseph Roumanille ;
- la Rue Jean François Champollion ;
- la Rue de Casseyrols ;
- la Rue des Papyrus ;
- la Rue des Eucalyptus ;
- la Rue Circé ;
- la Rue Esculape ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- la Rue des Avant-Monts ;
- l'Impasse Edmond ;
- la Rue Edmond Lautard ;
- la Rue Jean Coulazou ;
- la Rue Charles-Thomas Thibault ;
- l'Avenue du Père Soulas.

## Article 3 :

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue des Frênes ;
- la Rue Joseph Roumanille ;
- la Rue Jean François Champollion ;
- la Rue de Casseyrols ;
- la Rue des Papyrus ;
- la Rue des Eucalyptus ;
- la Rue Circé ;
- la Rue Esculape ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- la Rue des Avant-Monts ;
- l'Impasse Edmond ;
- la Rue Edmond Lautard ;
- la Rue Jean Coulazou ;
- la Rue Charles-Thomas Thibault ;
- l'Avenue du Père Soulas.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

## Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

**Article 6 :**

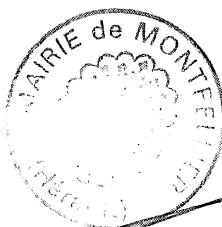
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 27 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Raimon de Trencavel

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'extention de réseau, à la demande de France TELECOM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus de **8h45** à **16h45**, la Rue Raimon de Trencavel est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise **CITEOS**.

**Article 4 :**

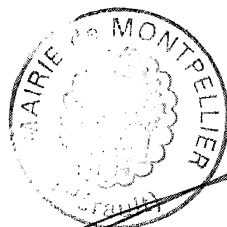
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 Octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement La contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une du tournage du film "ANTIGONE 34" à la demande de la production "MASCARET FILMS" ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du 10 novembre 2011 et jusqu'au 11 novembre 2011 inclus, la contre-allée du Boulevard de l'Aéroport International située du côté des numéros pairs dans sa partie comprise entre la Rue Léon Blum et la Rue de l'Acropole, le stationnement est interdit.  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "MASCARET FILMS"

**Article 4 :**

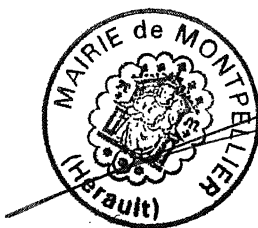
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6484

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Terral

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement électrique à la demande de E.R.D.F ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Terral entre la Rue sainte Anne et la Rue de la Valfère

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Amandier, emprunte :

- la Rue Poitevine

et se termine sur la Rue Eugène Lisbonne.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de E.R.D.F.

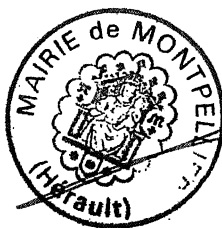
**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**  
**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6482

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Sainte Anne

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement électrique à la demande de E.R.D.F ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **10 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue Sainte Anne entre la Rue saint Guilhem et la Rue de l'Amandier.

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Saint Guilhem, emprunte :

- la Rue de La Rochelle
- la Rue du Saint Sépulcre

et se termine sur la Rue de l'Amandier.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de E.R.D.F.

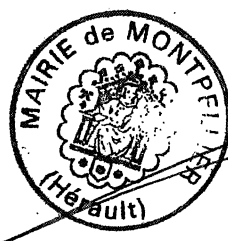
**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 octobre 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 27 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6485

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue des Ecoles Laïques

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement réseau E.U à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue des Ecoles Laïques entre la Rue sainte Ursule et le Boulevard Louis Blanc

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Sainte Ursule, emprunte :

- la Rue de l'Université

et se termine sur le Boulevard Louis Blanc.

#### Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de VEOLIA.

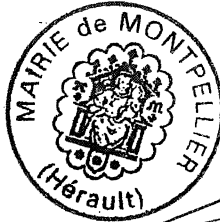
**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**



**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**



Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6486

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Tunnel de la Comédie et Boulevard Victor Hugo

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **24 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie  
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours et de police.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René

et se termine sur l'Avenue du Pont Juvénal.

**Article 3 :**

À compter du **24 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, La sortie des riverains de la zone piétonne s'effectuera par le boulevard Victor Hugo qui, exceptionnellement, aura son sens de circulation inversé entre les rues Diderot et rue de la République.  
l'entrepreneur chargé des travaux veillera au respect de la présente disposition.

**Article 4 :**

À compter du **24 novembre 2011** et jusqu'au **25 novembre 2011** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

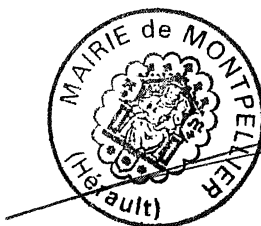
**Article 7 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la R.T.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 25 octobre 2011  
Madame le Maire



Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 28 OCT. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Esplanade Charles de Gaulle

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de PRO PULSION TOUR ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **04 novembre 2011** et jusqu'au **05 novembre 2011** inclus, Esplanade Charles de Gaulle, le stationnement est autorisé pour les 2 caravanes tractées nécessaires à la manifestation.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l' UIMM.

**Article 4 :**

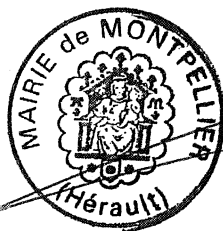
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 25 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Autorisation de stationnement Voies du Centre Historique

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6445 du **24 octobre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que la date des travaux est repoussée ;

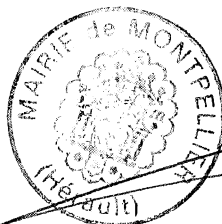
Arrête :

**Article 1er :**

À compter du **04 novembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6445 du **24 octobre 2011** sont prorogées jusqu'au **18 novembre 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 25 octobre 2011  
Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 28 OCT. 2011

Montpellier le 17 NOV 2011  
Réf : 06-811-4043abakv11  
Affaire suivie par :  
I. HIRSCHY

Département urbanisme & aménagement  
Mission Grand Cœur  
17, boulevard Jeu de Paume  
Tél. : 04 67 55 87 70  
Fax : 04 99 06 06 72  
[www.montpellier.fr](http://www.montpellier.fr)  
[mission.grandcoeur@ville-montpellier.fr](mailto:mission.grandcoeur@ville-montpellier.fr)

Adresse Postale  
Hôtel de Ville  
1, place Francis Ponge  
34064 Montpellier Cedex 2

**M**

Montpellier *mille et une vies*

**Grand  
Cœur**

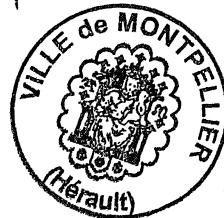
## Certificat d'affichage

**Madame le MAIRE de la VILLE de MONTPELLIER**

CERTIFIE que l'arrêté 2011/2971/T/R du 26 octobre 2011 concernant le Comité scientifique constitué pour la restauration de l'ensemble hébraïque 1 rue de la Barralerie, est affiché depuis le 17 novembre 2011, pendant une durée d'un mois, sur les panneaux officiels de la Mairie prévus à cet effet.

Pour Madame le Maire et par délégation,  
l'Adjoint délégué,

Philippe SAUREL



**COMITE SCIENTIFIQUE  
POUR LA RESTAURATION DE  
L'ENSEMBLE HEBRAÏQUE  
1 rue de la Barralerie  
Abroge et remplace l'arrêté 06-811-2998abalm06**

- VU la délibération n°52 du Conseil municipal en date du 28 avril 2003 approuvant la création d'un comité scientifique chargé d'apporter son conseil à la définition et à la réalisation du projet de restauration et d'aménagement de l'ensemble hébraïque et autorisant Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à nommer les membres du comité scientifique.
- VU l'arrêté de classement n°MH.04 - IMM 027 au titre des monuments historiques de l'ensemble hébraïque en date du 5 mai 2004.
- VU l'acte notarié en date des 16 et 18 décembre 1997 par lequel la Ville de Montpellier a acquis les locaux sis 1 rue Barralerie.
- VU l'arrêté municipal en date du 5 octobre 2006 portant création du comité scientifique.
- VU l'arrêté municipal n°2011/2179/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 modifiant la délégation de Monsieur Philippe Saurel.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le comité scientifique constitué pour le suivi de la restauration de l'ensemble hébraïque a pour mission d'encadrer, proposer, débattre et entériner l'ensemble des prises de décisions relatives :

- à l'étude de bâti (définition des objectifs, suivi de la phase opérationnelle, interprétation et publication des résultats de l'étude),
- aux travaux de consolidation / restauration qui devront être exécutés au fur et à mesure de l'avancement de l'étude,
- à la doctrine de restauration / restitution à arrêter en fonction des résultats de l'étude,
- à la programmation de l'aménagement de cet ensemble, en fonction des potentialités de restitution des dispositions primitives relevées par l'étude de bâti.

**Article 2 :**

Le comité scientifique est constitué des personnes suivantes :

- Madame **Hélène MANDROUX**, Maire de Montpellier, présidente du Comité scientifique et (ou) son ou (ses) représentant (s)

- Monsieur **Philippe SAUREL**, Adjoint au Maire délégué à la culture et au patrimoine historique propriété de la Ville, Ville de Montpellier
- Monsieur **René-Samuel SIRAT**, professeur à l'INALCO Paris
- Monsieur **Alain GENSAC**, architecte-urbaniste, Montpellier
- Madame **Claude DUHAMEL-AMADO**, ingénieur d'études honoraire au CNRS, spécialiste du Languedoc médiéval
- Monsieur **Daniel LE BLEC**, professeur d'histoire médiéval à l'Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Carol IANCU**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul Valéry III, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes du Judaïsme
- Mademoiselle **Géraldine MALLET**, maître de conférence en Histoire de l'Art de Moyen Age, Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Claude de MECQUENEM**, archéologue, responsable d'opération à l'institut National de recherches archéologiques préventives
- Monsieur **Noël COULET**, professeur émérite d'histoire médiévale à l'Université de Provence
- Monsieur **Gérard NAHON** directeur d'études émérites à l'EPHE, ancien directeur de la Nouvelle Gallia Judaïca, Paris
- Madame **Danièle IANCU-AGOU**, directeur de recherche au CNRS, Nouvelle Gallia Judaïca, Montpellier
- Madame **Mireille HADAS-LEBEL**, professeur d'histoire ancienne à l'Université de Paris IV Sorbonne
- Monsieur **Max POLONOVSKI**, conservateur en chef du patrimoine, chargé de mission pour la protection du patrimoine juif
- Monsieur **le Directeur régional des Affaires Culturelles** (ou ses représentants) pour la Conservation régionale des Monuments Historiques, la Conservation régionale de l'Archéologie.

Montpellier, le 26/10/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué



**Philippe SAUREL**

**Publié le : 27/10/2011**

**Notifié le :**





**COMITE SCIENTIFIQUE  
POUR LA RESTAURATION DE  
L'ENSEMBLE HEBRAÏQUE**

**1 rue de la Barralerie**

**Abroge et remplace l'arrêté 06-811-2998abalm06**

- VU la délibération n°52 du Conseil municipal en date du 28 avril 2003 approuvant la création d'un comité scientifique chargé d'apporter son conseil à la définition et à la réalisation du projet de restauration et d'aménagement de l'ensemble hébraïque et autorisant Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à nommer les membres du comité scientifique.
- VU l'arrêté de classement n°MH.04 - IMM 027 au titre des monuments historiques de l'ensemble hébraïque en date du 5 mai 2004.
- VU l'acte notarié en date des 16 et 18 décembre 1997 par lequel la Ville de Montpellier a acquis les locaux sis 1 rue Barralerie.
- VU l'arrêté municipal en date du 5 octobre 2006 portant création du comité scientifique.
- VU l'arrêté municipal n°2011/2179/T/R en date du 1<sup>er</sup> septembre 2011 modifiant la délégation de Monsieur Philippe Saurel.

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Le comité scientifique constitué pour le suivi de la restauration de l'ensemble hébraïque a pour mission d'encadrer, proposer, débattre et entériner l'ensemble des prises de décisions relatives :

- à l'étude de bâti (définition des objectifs, suivi de la phase opérationnelle, interprétation et publication des résultats de l'étude),
- aux travaux de consolidation / restauration qui devront être exécutés au fur et à mesure de l'avancement de l'étude,
- à la doctrine de restauration / restitution à arrêter en fonction des résultats de l'étude,
- à la programmation de l'aménagement de cet ensemble, en fonction des potentialités de restitution des dispositions primitives relevées par l'étude de bâti.

## Article 2 :

Le comité scientifique est constitué des personnes suivantes :

- Madame **Hélène MANDROUX**, Maire de Montpellier, présidente du Comité scientifique et (ou) son ou (ses) représentant (s)
- Monsieur **Philippe SAUREL**, Adjoint au Maire délégué à la culture et au patrimoine historique propriété de la Ville, Ville de Montpellier
- Monsieur **René-Samuel SIRAT**, professeur à l'INALCO Paris
- Monsieur **Alain GENSAC**, architecte-urbaniste, Montpellier
- Madame **Claude DUHAMEL-AMADO**, ingénieur d'études honoraire au CNRS, spécialiste du Languedoc médiéval
- Monsieur **Daniel LE BLEC**, professeur d'histoire médiéval à l'Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Carol IANCU**, professeur d'histoire contemporaine à l'Université Paul Valéry III, directeur de l'Ecole des Hautes Etudes du Judaïsme
- Mademoiselle **Géraldine MALLET**, maître de conférence en Histoire de l'Art de Moyen Age, Université Paul Valéry, Montpellier III
- Monsieur **Claude de MECQUENEM**, archéologue, responsable d'opération à l'institut National de recherches archéologiques préventives
- Monsieur **Noël COULET**, professeur émérite d'histoire médiévale à l'Université de Provence
- Monsieur **Gérard NAHON** directeur d'études émérites à l'EPHE, ancien directeur de la Nouvelle Gallia Judaïca, Paris
- Madame **Danièle IANCU-AGOU**, directeur de recherche au CNRS, Nouvelle Gallia Judaïca, Montpellier
- Madame **Mireille HADAS-LEBEL**, professeur d'histoire ancienne à l'Université de Paris IV Sorbonne
- Monsieur **Max POLONOVSKI**, conservateur en chef du patrimoine, chargé de mission pour la protection du patrimoine juif
- Monsieur **le Directeur régional des Affaires Culturelles** (ou ses représentants) pour la Conservation régionale des Monuments Historiques, la Conservation régionale de l'Archéologie.

Montpellier, le 26.10.2011  
Pour Madame le Maire, Monsieur  
l'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publié le : 27/10/2011  
Notifié le :

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue du Pont Trinquat

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur réseau à la demande de GRDF ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **21 novembre 2011** et jusqu'au **16 décembre 2011** inclus, l'Avenue du Pont Trinquat dans sa partie comprise entre la Rue des Bateliers et la Rue de la Rauze Basse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

**Article 4 :**

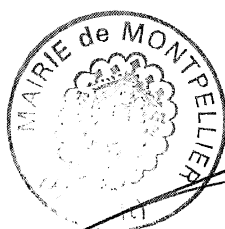
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 2 - NOV. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6506

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Vanières

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6414 du **19 octobre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de levés topographique, à la demande de TaM ;

**Arrête :**

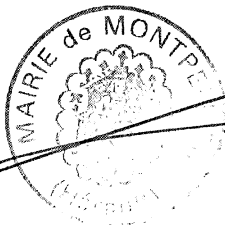
**Article 1er :**

À compter du **28 octobre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6414 du **19 octobre 2011** sont prorogées jusqu'au **04 novembre 2011** inclus.

**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 26 Octobre 2011  
~~Madame le Maire~~  
~~Hélène MANDROUX~~  
Et par délégation  
l'Adjoint au Maire,  
Philippe THINES



Publié le : 28 OCT. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6501

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue Pablo Neruda

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de chaussée à la demande du Conseil Général de l'Hérault ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **09 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Avenue Pablo Neruda dans sa partie comprise entre l'Avenue de la Liberté et Rond-point René Char

Ces dispositions sont applicables **de 20h00 à 06h00.**

#### Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Liberté, emprunte :

- la Place Robert Schuman
- l'Avenue de l'Europe
- la Rue du Professeur Blayac

et se termine sur l'Avenue Pablo Neruda.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Eurovia

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**



**Publié le :**

**28 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Marcel Paul

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement d'une manifestation d'un vide grenier à la demande du Comité de quartier de la Croix d'Argent ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **05 novembre 2011**, de **9h00 à 17h00**, la Rue Marcel Paul dans sa partie comprise entre la Rue Louis Aragon et la Place Roger Igouninc est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Louis Aragon, emprunte :

- la Place Roger Igouninc
- et se termine sur la Rue Marcel Paul.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du comité de quartier de la Croix d'Argent.

**Article 5 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 Octobre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Font Couverte

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de pose de réseau d'eau pluvial, à la demande du service voirie ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **30 décembre 2011** inclus, la circulation est interdite Rue de Font Couverte dans sa partie comprise entre la Rue du Lavandin et la Rue des Chasseurs

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Lavandin, emprunte :

- la Route de Lavérune
- la Rue des Chasseurs

et se termine sur la Rue de Font Couverte.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise **EFFAGE**.

**Article 5 :**

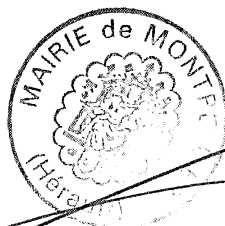
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 Octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard de la Perruque

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la circulation est interdite Boulevard de la Perruque dans sa partie comprise entre Carrefour des Alizés et l'Avenue Albert Dubout.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 13h00.**

**Article 2 :**

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de la Liberté, emprunte :

- l'Avenue de la Liberté
- la Place du Huit Mai 1945 (en retournement)
- l'Avenue de la Liberté

et se termine sur Carrefour des Alizés.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 5 :**

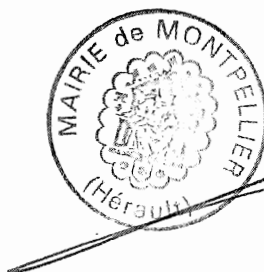
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6502

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Sens unique Cours Gambetta

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté du 23 juin 1961 approuvé le 6 septembre 1961, portant réglementation générale de la circulation dans les voies de Montpellier ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **31 octobre 2011** et jusqu'au **31 mars 2012** inclus, Cours Gambetta dans le sens de la Place Leroy-Beaulieu vers la Place Saint Denis, un sens unique est institué.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 4 :**

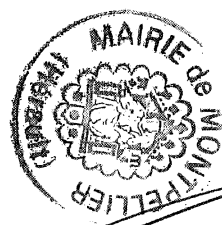
La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la TAM

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 2 8 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6503

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Parvis de la Légion d'Honneur

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 04h00** inclus, Parvis de la Légion d'Honneur, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.



**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTEP"

**Article 4 :**

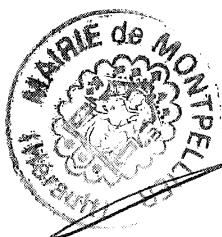
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

**Direction du  
Génie Urbain**

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6504

## **Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**

### **Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade Charles de Gaulle**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **14 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 04h00** inclus, Esplanade Charles de Gaulle dans sa partie comprise entre la salle Bagouet et l'office de tourisme, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "FIRSTSTEP".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "FIRSTSTEP"

**Article 4 :**

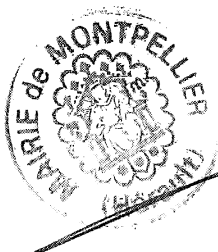
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 28 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Sarraill

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6339 du **25 octobre 2011** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Planet B-Boy Dream Team" à la demande de la production "FIRSTSTEP" ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **14 novembre 2011 à 15h00** et jusqu'au **16 novembre 2011 à 04h00** inclus, le Boulevard Sarraill dans sa partie comprise entre la Rue des Augustins et le Passage Bruyas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **le temps du tournage du film.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

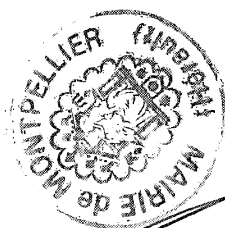
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2011/NT/R/DGU-T6339 du **25 octobre 2011**, est abrogé.

**Article 4 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 26 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 2 8 OCT. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6508

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Henri René et Rue Frédéric Bazille

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du tournage du film "Antigone 34" à la demande de la production "MASCARET FILMS" ;

Arrête :

#### Article 1er :

Le **09 novembre 2011**, Rue Henri René dans sa partie comprise entre la Place Carnot et le Boulevard Rabelais, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 9h30 à 14H00 par intermittence le temps du tournage des prises de film.**

#### Article 2 :

Le **09 novembre 2011**, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Henri René entre le n° 51 et le n° 55 ;
- la Rue Frédéric Bazille entre le n° 36 et le n° 40.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la production "MASCARET FILMS".

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 3 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 4 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la production "MASCARET FILMS"

**Article 5 :**

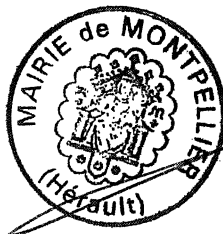
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 6 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : - 2 NOV. 2011**



**SONORISATION DE LA VOIE PUBLIQUE 13ème fête  
de la châtaigne "Castanhada" le samedi 19 novembre  
2011.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 et suivants et R. 1337-6 et suivants.
- VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur ;
- VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990 prévoyant des dérogations accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que les manifestations commerciales ;
- VU l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE, Adjointe Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la demande formulée par l'association INTER'CAL, Union des écoles Calendretas représenté par Monsieur BORY Nicolas, à l'occasion de la 13<sup>ème</sup> fête de la châtaigne intitulée « Castanhada », de sonoriser l'espace public constitué par la Place Albert 1<sup>er</sup>, le samedi 19 novembre 2011, de 11 heures à minuit.

**Arrête :**

**Article 1er** .- L'animation sonore sur la voie publique, organisée par l'association INTER'CAL, Union des écoles Calendretas, à l'occasion de la 13<sup>ème</sup> fête de la châtaigne intitulée « Castanhada », sera autorisée le samedi 19 novembre 2011, sur l'espace public constitué par la Place Albert 1<sup>er</sup>, de 11 heures à minuit.

**Article 2.-** Toutes les précautions seront prises pour que l'intensité de la sonorisation ne soit pas de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme conformément aux textes en vigueur. En particulier, en cas de diffusion de musique amplifiée, les moyens seront mis en œuvre pour que le niveau moyen de pression acoustique ne dépasse pas, à 1 mètre des enceintes, 90 dB(A) en niveau moyen par période de 10 minutes.

**Article 3.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, le 27/10/2011

Pour Madame le MAIRE,  
L'Adjointe Déléguée,

Régine SOUCHE

**Notifié le**

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS:**

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).





## SONORISATION DE LA VOIE PUBLIQUE

### Journée « Faites de la Solidarité » le 19 novembre 2011

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 et suivants et R. 1337-6 et suivants.
- VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur ;
- VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990 prévoyant des dérogations accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que les manifestations commerciales ;
- VU l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE, Adjointe Déléguée ;

- **CONSIDERANT** la demande formulée par l'association Secours Catholique, Réseau mondial Caritas, à l'occasion de la journée de sensibilisation du grand public à la solidarité intitulée « Faites de la Solidarité », de sonoriser l'espace public constitué par l'Esplanade Charles de Gaulle, le samedi 19 novembre 2011, de 10 heures à 18 heures.

**Arrête :**

**Article 1er** - L'animation sonore sur la voie publique, organisée par l'association Secours Catholique, Réseau mondial Caritas, à l'occasion de la journée de sensibilisation du grand public à la solidarité intitulée « Faites de la Solidarité », sera autorisée le samedi 19 novembre 2011, sur l'espace public constitué par l'Esplanade Charles de Gaulle, de 10 heures à 18 heures.

**Article 2.-** Toutes les précautions seront prises pour que l'intensité de la sonorisation ne soit pas de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme conformément aux textes en vigueur. En particulier, en cas de diffusion de musique amplifiée, les moyens seront mis en œuvre pour que le niveau moyen de pression acoustique ne dépasse pas, à 1 mètre des enceintes, 90 dB(A) en niveau moyen par période de 10 minutes.

**Article 3.-** M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, le 17/10/2011

Pour Madame le MAIRE,  
L'Adjointe Déléguée,

Régine SOUCHE

**Notifié le**

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS:**

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).



**SONORISATION DE LA VOIE PUBLIQUE**  
**ZAT # 3 (Zones Artistiques Temporaires), du 11 au 13**  
**novembre 2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-24, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2213-1 et L. 2213-2 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles R.1334-30 et suivants et R. 1337-6 et suivants.
- VU l'arrêté préfectoral n° 90-1-1218 du 25 avril 1990 relatif à la lutte contre le bruit et notamment son article 2 qui interdit sur la voie publique les bruits gênants provenant de dispositifs de diffusion sonore par haut parleur ;
- VU l'arrêté préfectoral modificatif n° 90-1-2153 du 12 juillet 1990 prévoyant des dérogations accordées par le Maire lors de circonstances particulières telles que les manifestations commerciales ;
- VU l'arrêté n° 2009/28 donnant délégation de signature à Madame Régine SOUCHE, Adjointe Déléguée ;
- **CONSIDERANT** la demande formulée par la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier, à l'occasion de la ZAT # 3 (Zones Artistiques Temporaires), de sonoriser l'espace public autour du bassin Jacques Cœur et sur la Place Georges Frêche, du jeudi 10 novembre 2011 au dimanche 13 novembre 2011, de 9 heures à minuit.

**Arrête :**

**Article 1er** - L'animation sonore sur la voie publique, organisée par la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier, à l'occasion de la ZAT # 3 (Zones Artistiques Temporaires), sera autorisée du jeudi 10 novembre 2011 au dimanche 13 novembre 2011, sur l'espace public constitué par le Bassin Jacques-Cœur et par la Place Georges Frêche, de 9 heures à minuit.

**Article 2.** - Toutes les précautions seront prises pour que l'intensité de la sonorisation ne soit pas de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme conformément aux textes en vigueur. En particulier, en cas de diffusion de musique amplifiée, les moyens seront mis en œuvre pour que le niveau moyen de pression acoustique ne dépasse pas, à 1 mètre des enceintes, 93 dB(A) en niveau moyen par période de 10 minutes.

**Article 3.** - M. le Directeur Général des Services de la Mairie, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MONTPELLIER, le 27/10/2011

Pour Madame le MAIRE,  
L'Adjointe Déléguée,

Régine SOUCHE

**Notifié le**

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS:**

Le Maire de la Ville de Montpellier informe que le présent acte peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication (actes réglementaires) ou de sa notification (actes individuels) :

- soit d'un recours gracieux auprès du Maire.
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, directement sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délai de deux mois soit à compter de la notification d'une réponse expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6516

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Etienne Mehul

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de raccordement au réseau, à la demande de ERDF/ARE/LARO ;

**Arrête :**

#### **Article 1er :**

À compter du **02 novembre 2011** et jusqu'au **11 novembre 2011** inclus, l'Avenue Etienne Mehul entre le n° 2616 et le n° 3066 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

#### **Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

#### **Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOTEM.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

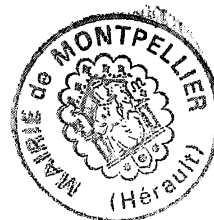
**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 Octobre 2011**

**Madame le Maire**

  
**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**



**Publié le : 2 - NOV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Lodève

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6364 du **13 octobre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

#### Article 1er :

À compter du **28 octobre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6364 du **13 octobre 2011** sont prorogées jusqu'au **25 novembre 2011** inclus.

#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 octobre 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
**Philippe THINES**



Publié le :

2 - NOV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Alco

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **01 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la Rue d'Alco au niveau du carrefour avec la rue Marius CARRIEU et l'avenue Paul BRINGUIER est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 4 :**

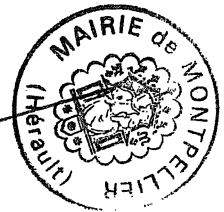
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Helène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 2 - NOV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue d'Alco, Rue Peter Benenson et Rue de Las Sorbes

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **01 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la Rue Peter Benenson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

À compter du **01 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la Rue d'Alco dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et l'Avenue Paul Bringuier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**



**Article 3 :**

À compter du **01 novembre 2011** et jusqu'au **04 novembre 2011** inclus, la Rue de Las Sorbes au droit du carrefour avec l'avenue de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit ;  
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.  
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 5 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 6 :**

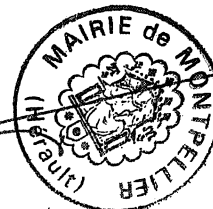
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 7 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 octobre 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
**Philippe THINES**

Publié le :

2 - NOV. 2011

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6512

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lavérune

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de remplacement de 9 lanternes et réseau nu par du torsadé, à la demande du Service RTEP/DO ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **7 novembre 2011** et jusqu'au **02 décembre 2011** inclus, de 8h45 à 16h45, sur la Route de Lavérune dans sa partie comprise entre la Rue de la Figairasse et la Rue du Roc de Pézenas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

**Article 4 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 Octobre 2011**

**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX**  
**Et par délégation**  
**l' Adjoint au Maire,**  
**Philippe THINES**

**Publié le : 2 - NOV. 2011**



## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Métairie de l'Oiseau

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6426 du **19 octobre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que suite aux intempéries ;

Arrête :

#### Article 1er :

À compter du **04 novembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6426 du **19 octobre 2011** sont prorogées jusqu'au **02 décembre 2011** inclus.

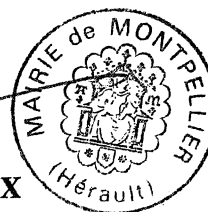
#### Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 27 Octobre 2011

Madame le Maire

  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
**Philippe THINES**



Publié le : 2 - NOV. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Henri Marès

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de mise en place de borne d'information voyageurs à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **07 décembre 2011** et jusqu'au **14 décembre 2011** inclus, l'Avenue Henri Marès est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 4 :**

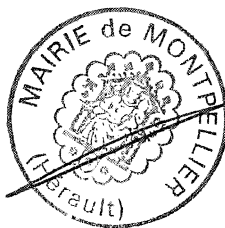
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 27 octobre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 2 - NOV. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement STADE YVES DU MANOIR

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de rugby MONTPELLIER - GLASGOW, au STADE YVES DU MANOIR ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **17 décembre 2011**, la circulation est interdite sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre la voie de liaison de la rue de Bugarel et la Rue du Pas du Loup et dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte ;
- la Rue Simon Reynaud ;
- la Rue Charles de Coulomb ;
- la Rue Giacomo Puccini ;
- l'Impasse Manon Lescaut ;
- l'Impasse Turandot ;
- l'Impasse du Beaupré ;
- la Rue des Ecuyers ;
- la Rue Louis Irissou ;
- la Rue Pierre Pansier ;
- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Simon Reynaud et la Rue de Bugarel.

Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Yves du Manoir
- aux riverains

## **Article 2 :**

Le **17 décembre 2011**, le stationnement est interdit sur :

- l'Avenue Maurice Planès ;
- la Rue de Bugarel dans sa partie comprise entre la voie de liaison de la rue de Bugarel et la Rue du Pas du Loup et dans sa partie comprise entre l'Avenue de Toulouse et le Boulevard Paul Valéry ;
- la Rue de Font Couverte ;
- la Rue Simon Reynaud ;
- la Rue Charles de Coulomb ;
- la Rue Giacomo Puccini ;
- l'Impasse Manon Lescaut ;
- l'Impasse Turandot ;
- l'Impasse du Beaupré ;
- la Rue des Ecuyers ;
- la Rue Louis Irissou ;
- la Rue Pierre Pansier ;
- le Boulevard Paul Valéry dans sa partie comprise entre la Rue Simon Reynaud et la Rue de Bugarel.

Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules autorisées à accéder au stade Yves du Manoir
- aux riverains

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## **Article 3 :**

Le **17 décembre 2011**, le stationnement est interdit sur :

- la Rue Gustave Flaubert ;
- la Place Charles Cros ;
- la Rue Alfred Jarry ;
- le Boulevard Paul Valéry ;
- l'Avenue de Vanières ;
- la Rue des Bougainvillées ;
- la Rue des Hibiscus ;
- la Rue du Lavandin dans sa partie comprise entre la Rue de l'Escoutadou et la Rue de Font Couverte.

Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

## **Article 4 :**

Le coup d'envoi du match sera donné à **16H40.**



**Article 5 :**

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

**Article 6 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

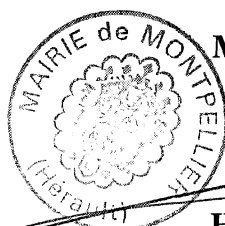
**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 8 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 29 Novembre 2011**



**Madame le Maire**

**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 5 DEC. 2011**

Direction du  
Génie Urbain

Service Voirie

Arrêté n° 2011/NT/R/DGU-  
T6280

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Toulouse

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de livraison de distributeur de billets à la demande de la DEP.

**Arrête :**

**Article 1er :**

Le **04 octobre 2011**, Avenue de Toulouse entre le n° 50 et le n° 54, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**Article 2 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 3 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EMI.

**Article 4 :**

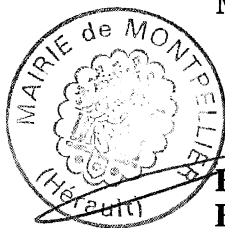
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 5 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 29 OCTOBRE 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 03 OCT. 2011**

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Marius Carrieu

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25 et R. 411-8 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6581 du **10 novembre 2011** ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **09 décembre 2011** les dispositions de l'arrêté 2011/NT/R/DGU-T6581 du **10 novembre 2011** sont prorogées jusqu'au **23 décembre 2011** inclus.


**Article 2 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Montpellier, le 30 novembre 2011

Madame le Maire



  
**Hélène MANDROUX**  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES

Publié le : 7 DEC. 2011

## Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

### Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-25, R. 411-8 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté du 1er septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe Thines, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux d'aménagement de la ligne 3 du tramway à la demande de TAM ;

**Arrête :**

**Article 1er :**

À compter du **05 décembre 2011** et jusqu'au **06 décembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Limite de commune, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

**Article 2 :**

À compter du **05 décembre 2011** et jusqu'au **06 décembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Limite de commune, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

### **Article 3 :**

À compter du **05 décembre 2011** et jusqu'au **06 décembre 2011** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Peter Benenson ;
- la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers la route de Lodève.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue Yves Montand
  - la Rue de Font Caude
  - la Rue Mohammed V
  - la Rue du Pilory
  - la Rue Favre de Saint Castor
- par :
  - Carrefour Paul-Henri Spaak
  - la Place Robert Schuman

### **Article 4 :**

Le **06 décembre 2011**, la circulation est interdite sur :

- la Rue Peter Benenson ;
- la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers la route de Lodève.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
  - la Rue Yves Montand
  - la Rue de Font Caude
  - la Rue Mohammed V
  - la Rue du Pilory
  - la Rue Favre de Saint Castor
- par :
  - la Rue Yves Montand
  - la Rue de Font Caude
  - la Rue Mohammed V
  - la Rue du Pilory
  - la Rue Favre de Saint Castor

### **Article 5 :**

À compter du **05 décembre 2011** et jusqu'au **06 décembre 2011** inclus, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Limite de commune, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

### **Article 6 :**

Le **06 décembre 2011**, sur la Route de Lodève dans sa partie comprise entre Carrefour Paul-Henri Spaak et la Limite de commune, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.

**Article 7 :**

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

**Article 8 :**

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de TAM.

**Article 9 :**

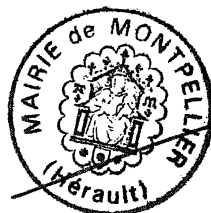
Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

**Article 10 :**

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

**Montpellier, le 30 novembre 2011**

**Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX  
Et par délégation  
l' Adjoint au Maire,  
Philippe THINES**

**Publié le : 7 DEC. 2011**